

Les points saillants

- Hausse relativement importante de la valeur du panier soit d'environ 14% et 10% en glissement annuel respectivement pour les 3^e trimestre et 4^e trimestre de l'année en raison de la hausse des prix des produits importés (riz, maïs, huile) et locaux (riz, haricot).
- Sur le marché international, on a observé une tendance à la baisse du prix du riz (niveau le plus bas en 15 mois) et une légère baisse de celui du blé. Cependant les prix à l'exportation du maïs se sont raffermis au cours du dernier trimestre de 2018 sur le marché américain.
- Des perspectives de renforcement du phénomène « El Niño » risque d'impacter le démarrage de la campagne agricole de printemps et de prolonger la période de soudure. Jusqu'au mois de février 2019, à l'exception de la zone côtière du département du Sud (Sud HT07), du bas Nord-Ouest (Nord-Ouest HT01) et de la zone rizicole de l'Artibonite (Artibonite, HT04) qui seront en phase de stress (PH2), le reste du pays sera en phase de crise.
- A partir de Mars 2019, la situation de sécurité alimentaire connaîtra une légère dégradation dans toutes les zones hormis, la zone rizicole de l'Artibonite (Artibonite, HT04) qui sera maintenue en phase de stress. Cette légère dégradation n'engendrera aucun changement de phase grâce aux stratégies de diversification de revenus (cueillette, charbon, sel, les transferts de la diaspora) et la disponibilité de certains produits locaux.

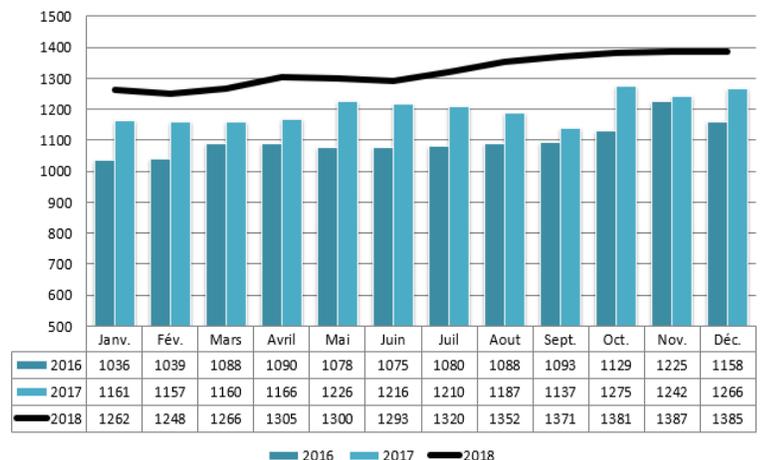
Évolution du coût nominal du panier alimentaire au niveau national

Le panier considéré dans le cadre de cette analyse est composé de 6 produits de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) qui représentent 1870 kilocalories consommées par personne par jour. Il est constitué de telle sorte que 100 pourcents de consommation de calories proviennent de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, en particulier les fruits, les légumes, les racines et les tubercules. L'analyse du panier permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps et dans l'espace. Ce panier reflète surtout la consommation alimentaire des ménages pauvres à faible niveau de revenu.

En dépit de la période de récolte de la campagne agricole de printemps, au 3^e trimestre la valeur moyenne du panier est passé de 1178 gourdes en 2017 à 1348 gourdes en 2018 soit une **hausse relativement importante de la valeur du panier d'environ 14% en glissement annuel**. Cette hausse est due à la hausse des prix des produits importés (riz, maïs, huile) et locaux (riz, haricot).

Au cours du 4^e trimestre, le panier est passé de 1261 gourdes en 2017 à 1385 gourdes en 2018 en moyenne, soit une hausse d'environ 10% en rythme annuel. La valeur du panier est toujours

Evolution du coût nominal du panier alimentaire pour un individu (en gourde)



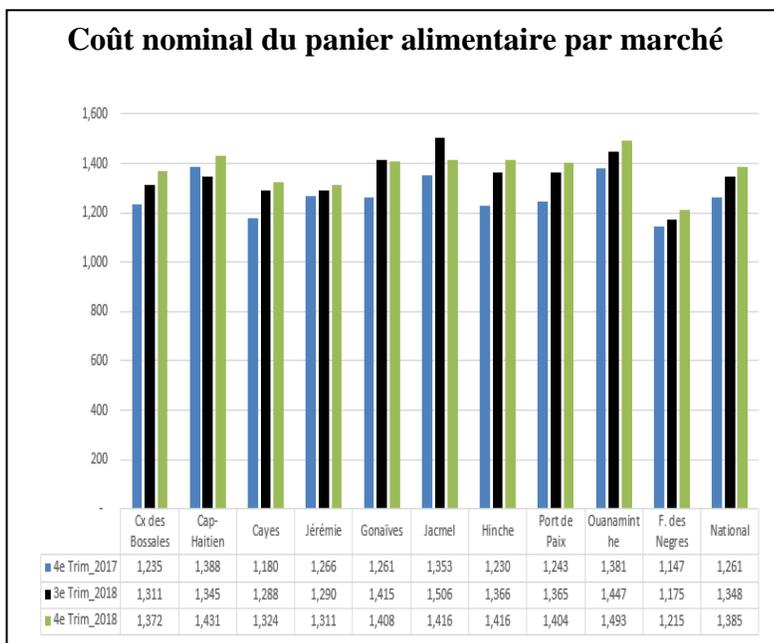
à la hausse mais de manière un peu plus modérée qu'au 3^e trimestre. Ces hausses s'expliquent par la hausse des prix des produits importés (riz, maïs, huile) et locaux (riz, maïs haricot).

Évolution du coût nominal du panier alimentaire sur les marchés régionaux

Au 4^e trimestre de l'année 2018, la valeur du panier a crû d'environ 10% en rythme annuel au niveau national. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées sur les marchés de Hinche (+15.2%), Port de Paix (+12.9), Cayes (+12.2%) et Gonaïves (+11.7%)

En rythme trimestriel, le panier a crû en moyenne de 3 %. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées sur les marchés du Cap-Haitien (+6.4%), de P au P (+4.6%) et de Hinche (+3.7%).

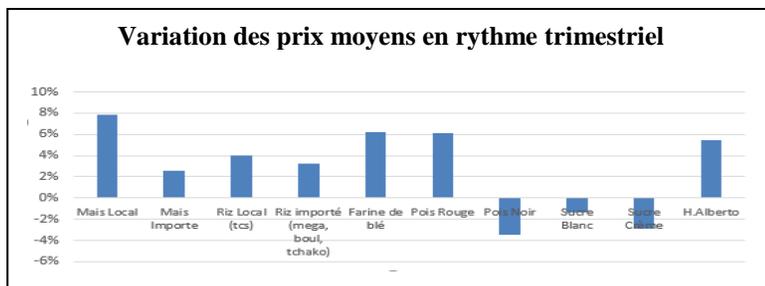
La valeur du panier demeure plus élevée sur les marchés de Ouanaminthe et Cap-Haitien par contre, elle est moins élevée sur les marchés de Fonds de nègres, Jérémie et Cayes.



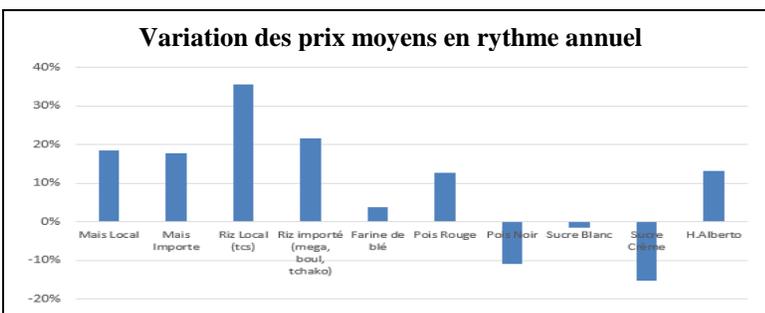
Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché national

Le principal facteur qui détermine le coût du panier alimentaire est le prix des céréales qui représentent environ deux tiers de l'énergie consommée par jour par les plus pauvres soit 66% des produits constituant le panier. Ensuite, viennent respectivement, le prix du sucre (17%), de l'huile végétale (11%) et du haricot (6%).

En rythme trimestriel (4^e trimestre par rapport au 3^e trimestre de 2018), les prix de tous les produits de base importés aussi bien que locaux ont cru de 3% à 8% mis à part le sucre et le pois noir qui ont connu une légère baisse (2% à 4%).



En glissement annuel (4^e trimestre de 2018 par rapport au 4^e trimestre de 2017), les prix des produits de base ont augmenté de 13% à 36%, exception faite pour la farine et de sucre, pois noir.



Ces hausses sont probablement dues à la dépréciation de la gourde et les pertes de récoltes de la campagne agricole de printemps dues à la sécheresse, la hausse de prix sur le marché international étant relativement modéré voire à la baisse.

Source : CNSA, 2018

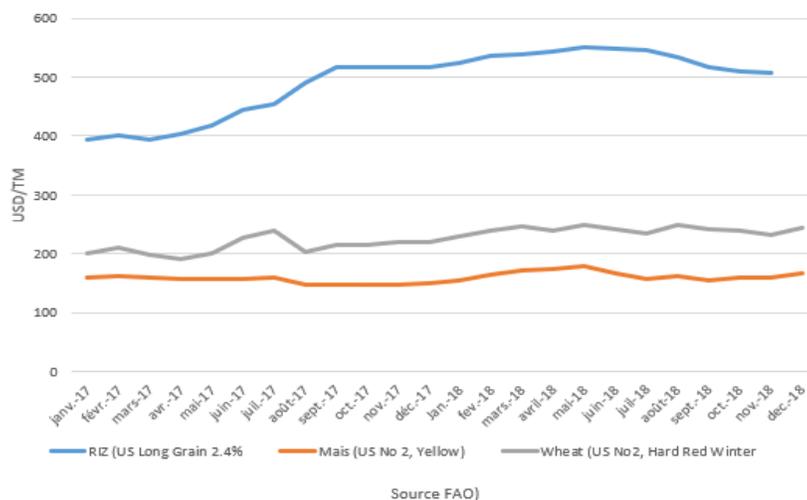
Tendance des prix produits alimentaires sur le marché international¹

Le comportement des prix des produits importés sur le marché local est déterminé par divers facteurs, entre autres la tendance des prix au niveau du marché mondial et particulièrement les prix sur le marché américain, Haiti étant le 2e principal importateur du riz américain

Le prix moyen du riz de référence sur le marché américain « US 2/4 long grain » pour le 4^e trimestre est d'environ 509 USD la tonne contre 532 USD le trimestre précédent et 517 USD le 4^e trimestre de 2017 soit une baisse de 4% en rythme trimestriel et de 2% en glissement annuel. **Après 6 mois successifs de baisse, le prix du riz a donc atteint au cours du mois de novembre son niveau le plus bas en 15 mois.**

Selon le « rapport mensuel du marché mondial du riz » du CIRAD² du mois de décembre, les perspectives commerciales sont assez moroses en raison d'un ralentissement de la demande d'importation et une possible baisse du commerce mondial. **Globalement, cette tendance à la baisse des cours du riz devrait se poursuivre durant la première moitié de l'année.**

Évolution des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux



Les prix internationaux du blé ont légèrement baissé au cours du 4^e trimestre de l'année. Le blé américain de référence (n°2 Hard Red Winter) s'est établi en moyenne autour de 239 USD/TM au cours du 4^e trimestre contre 242 USD pour le 3^e trimestre de 2018. En revanche, les prix ont **augmenté d'environ 10% par rapport au 4^e trimestre de l'année 2017.** Cette tendance est liée, selon la FAO, à la persistance d'une forte concurrence sur les marchés d'exportation dans un contexte d'abondance de l'offre.

Les prix à l'exportation du maïs se sont **raffermiss au cours du dernier trimestre de 2018.** Les prix du maïs américain de référence (US No 2 Yellow) se sont établis en moyenne à 162 USD/TM au cours du 4^e trimestre, un niveau dépassant d'environ 3% celui du 2^e trimestre et d'environ 9% la moyenne enregistrée au 4^e trimestre de 2017.

Selon la FAO, la détérioration des perspectives de récolte dans les pays de l'hémisphère sud, les retards de récolte au Canada et les conditions de semis non idéales pour les cultures d'hiver de 2019 dans certaines parties de l'Europe sont à la base du niveau relativement élevé.

¹ <http://www.fao.org/giews/food-prices/tool/public/#/dataset/international>

² http://www.infoarroz.org/portal/uploadfiles/20190114084821_15_ia1218fr.pdf

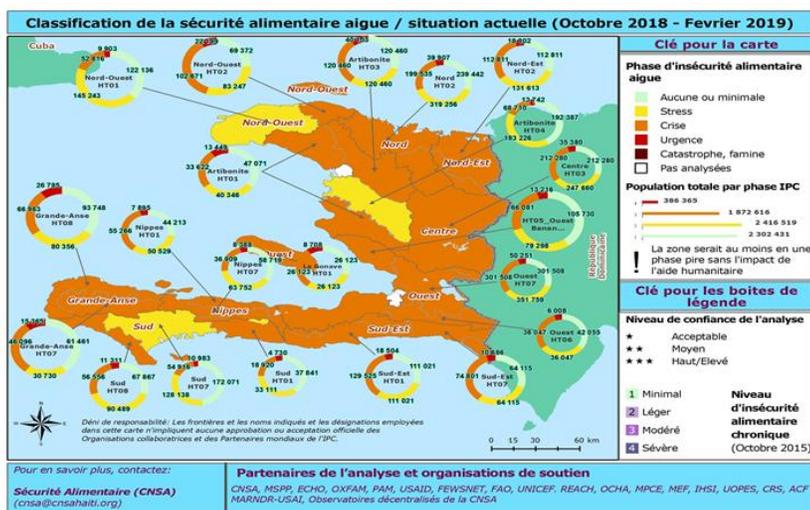
Situation agricole et de Sécurité alimentaire

Les conditions socio-économiques actuelles marquées par une détérioration du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain, la hausse des prix des denrées de base et une inflation de 14,6 % (septembre 2018) en glissement annuel ainsi que les conditions agro climatiques difficiles caractérisées par le phénomène El Niño qui a causé une sécheresse ardue dans de nombreux départements du pays ont détériorées la situation de la sécurité alimentaire du pays.

En effet, ce phénomène a affecté la production des principales cultures, notamment les céréales (maïs et sorgho) et les haricots, entraînant une baisse considérable de la production agricole. Ceci a engendré des pertes de revenus importantes pour les ménages vivant directement ou indirectement de l'agriculture. La baisse de la production agricole conjuguée avec la hausse des prix des produits alimentaires de bases amenuisent la capacité des ménages, notamment des plus pauvres à accéder à la nourriture et mène à la mise en place de stratégies d'adaptation négatives provoquant l'érosion de leurs moyens d'existence.

En outre, les troubles socio-politiques qu'a connu Haïti au cours des mois de juillet et de novembre 2018 ont également eu un effet négatif sur les conditions de sécurité alimentaire (ruptures d'approvisionnement dans la distribution, perte d'emploi, la hausse des prix des biens de base et la réticence des investisseurs à prendre de nouvelles initiatives économiques). Ainsi, comme on peut le remarquer sur la carte ci-contre, à l'exception de la zone côtière du département du Sud (Sud HT07), du bas Nord-Ouest (Nord-Ouest HT01) et de la zone rizicole de l'Artibonite (Artibonite, HT04) classées en phase de stress (PH2), la majorité des zones analysées (18 sur 21) sont classées en phase de crise (PH3), selon les conclusions de l'analyse IPC réalisée au cours du mois d'octobre et décembre 2018. 2018 sur la période d'octobre 2018 à février 2019.

Les zones présentant les plus forts pourcentages de personne en situation d'urgence sont les deux zones de la Grand'Anse (HT07 et HT08), les zones HT01 et HT03 de l'Artibonite et l'île de la Gonâve (Ouest HT01) soit 10% de la population totale classifié en PH4.



Source : CNSA et partenaires, IPC³ 2018

Parmi les zones en phase de crise (PH3), les zones du Centre (HT03), du Nord (HT02, HT03) et de l'Ouest HT07 sont celles qui comptent le plus de personnes en besoin d'assistance d'urgence (PH3 et PH4). Concernant la situation nutritionnelle, les zones du Nord-Ouest et de l'île de la Gonâve présentent des taux de Malnutrition Aigüe globale dépassant les 15%, selon les données de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire réalisée par la CNSA et ses partenaires.

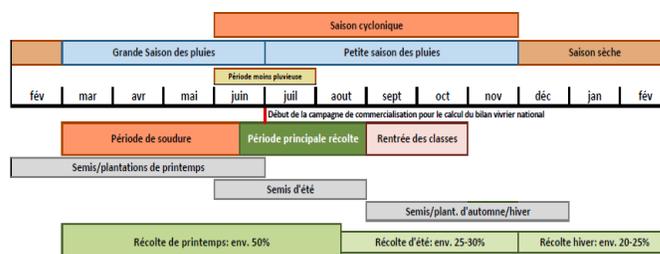
³L'IPC est un ensemble d'outils et de procédures (protocoles) pour la classification de la sévérité et des causes de l'insécurité alimentaire. Les cartes de classifications de l'insécurité alimentaire utilisées dans ce bulletin sont les résultats de l'analyse IPC d'octobre et de décembre 2018.

Perspectives de sécurité alimentaire pour les prochains mois

Le calendrier agricole en Haïti comprend trois saisons de culture :

- Le printemps qui va de février/mars à juillet/août et qui représente plus de 50% de la production agricole annuelle à l'échelle nationale ;
- L'été, du mois d'août à novembre qui représente 25 à 30% et ;
- L'hiver, de décembre à février représentant 20 à 25%.

Calendrier saisonnier

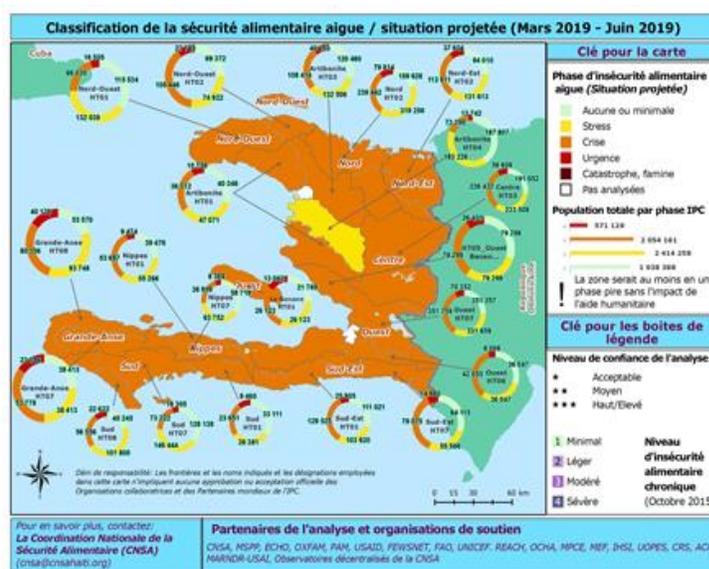


Selon les prévisions officielles du CPC / IRI⁴, on a au moins 66% de chance que « El Niño » se renforce en printemps 2019, ce qui risque de retarder le démarrage de la campagne de printemps 2019 alors qu'une grande partie des ménages se trouvent déjà dans de grandes difficultés pour l'accès à la nourriture.

S'ajoute à cela, la persistance de l'inflation causé par la dépréciation de la gourde ainsi que la période de soudure qui correspond généralement à une amplification des déficits alimentaires des ménages, à une accélération de l'érosion des avoirs.

De ce fait, les projections de la situation de sécurité alimentaire tendent vers une légère dégradation de la situation dans la plupart des zones (voir la carte ci-contre). Toutefois, les stratégies de diversification de revenus (cueillette, charbon, sel, les transferts de la diaspora ...) ainsi que la disponibilité de certains produits locaux permettent que les zones en crise (PH3) restent dans cette phase.

En revanche, pour les zones en stress (PH2) du Nord-Ouest HT01 et du Sud HT02, la dégradation de la situation se traduira par un changement en phase crise.



Source: CNSA et partenaires, IPC 2018



COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire



THE WORLD BANK

The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government and any other organization that support this newsletter.

⁴ <https://iri.columbia.edu/our-expertise/climate/enso/enso-essentials/>